

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 16 (1969)
Heft: 4

Artikel: Le séisme de Skoplje [i.e. Skopje]
Autor: Pavlovic, Branko
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-365579>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le séisme de Skoplje

Par Branko Pavlovic

L'article suivant a été publié dans la presse Yougoslave
version française de la traduction anglaise du serbo-croate

Expérience acquise — grande leçon pour l'avenir

Les décisions prises, les mesures adoptées et ce qui a été accompli jusqu'ici, la bonne volonté et la solidarité de tous les Yougoslaves et du monde entier manifestées dans l'aide qu'ils ont apportée à la ville sinistrée, ainsi que la façon dont cette aide a été consentie peuvent être considérées, dans l'ensemble, comme un exemple d'action efficace et organisée et indiquer le mode d'action à choisir, sur le plan local, national et international, devant un pareil désastre. Aussi, les impressions de tous les observateurs, tant locaux qu'étrangers, qui étaient sur les lieux afin de voir par eux-mêmes l'ampleur du désastre et la manière dont on s'y est pris pour parer à des conséquences néfastes, ont été des plus favorables. C'est pour cette raison que la catastrophe de Skoplje est devenue une grande leçon, unique en son genre, non seulement pour nous et tout notre pays, mais aussi pour d'autres nations. L'expérience acquise à Skoplje revêt une grande importance dans bien des secteurs de la vie publique et sociale, et c'est la raison pour laquelle elle mérite d'être étudiée à fond et avec soin. Cette expérience, vue sous l'angle de la protection civile, ou plutôt en relation avec la question de savoir si Skoplje était préparée à la catastrophe, a déjà permis de régler bien des controverses et des questions complexes tout en démontrant ce qu'il faudra faire à l'avenir afin de réduire le nombre des victimes dans des désastres identiques ou similaires ainsi que les dommages qu'ils causent et d'en conjurer la plupart des conséquences. Nous saisissons cette occasion pour examiner quelques questions et problèmes qui ont été soulevés à ce sujet.

La nécessité d'un changement d'attitude devant des dangers similaires

Avant tout, les autorités, devant la catastrophe de Skoplje, se sont vraiment rendu compte des caprices de la nature et des dangers éventuels qu'ils présentaient. On s'est donc posé les questions suivantes: «Nous retrouverons-nous dans la même situation à l'avenir? La vie et la propriété des citoyens, surtout les habitations qui se construisent en ce moment, seront-elles assujetties aux éléments destructeurs, ou faut-il que l'état de choses actuel change de fond en comble?» On savait, avant

que ne survienne cette grande catastrophe nationale, que notre pays constitue, dans l'ensemble, la partie de l'Europe la plus sujette aux secousses et que surtout Skoplje, Dubrovnik, Zagreb, Zadar, Rijeka et toute une série d'autres villes et villages se trouvent dans une région très exposée aux séismes. En même temps, on n'a pas suffisamment tenu compte de ces circonstances et, par conséquent, les mesures prises dans tout le pays n'étaient pas du tout ce qu'elles auraient dû être. La république de Slovénie est la seule qui fait exception dans une certaine mesure. En effet, elle a pris, dernièrement (le 13 juillet de cette année), des dispositions appropriées concernant la construction de nouveaux édifices dans les régions de la république les plus sujettes aux tremblements de terre. De plus, elle a réalisé d'autres projets dans les domaines de l'organisation et de l'équipement des brigades d'incendie et des services de sauvetage dans des circonstances particulières (le corps de sauvetage), les avalanches et les tempêtes de neige, les désastres dans les montagnes, les accidents de circulation graves et ainsi de suite, ce qui est une façon positive et souhaitable d'envisager les divers accidents et catastrophes. En outre, quoi qu'on en dise, ce problème n'a pas été étudié à fond, même en Slovénie, et les mesures qui correspondraient aux possibilités actuelles n'ont pas été prises. Par exemple, on a beaucoup parlé de l'accident du réacteur nucléaire qui s'est produit, il y a deux ans, à l'institut Jozef Stefan. On a fait face sans préparation aucune à cette catastrophe, qui, pourtant, demandait une intervention très rapide. Certaines conséquences néfastes ont pu être évitées, en dépit de quelques lenteurs, et seulement après l'arrivée d'une équipe spécialisée de Belgrade. Il y a aussi d'autres difficultés, surtout le problème aussi important que vital de la protection et des préparatifs en temps de guerre. Dans cette république, on n'avait même pas entrepris l'élaboration des mesures à prendre. Il en a été ainsi jusqu'à aujourd'hui. En outre, le cas de Skoplje, exemple qui nous a donné un avertissement beaucoup trop radical et une leçon beaucoup trop coûteuse, nous donne l'espoir que pareille situation ne se répétera pas dans l'avenir. Parmi les décisions qui ont été prises concernant la reconstruction de Skoplje, il y en a une qui prévoit que Skoplje sera érigé au

même endroit et que la nouvelle ville sera capable de faire face à d'autres catastrophes de même nature. Cette décision est très importante, et on peut dire qu'elle indique un renouveau dans la position et l'attitude que nous avons adoptées envers les désastres semblables jusqu'à ce jour. Cependant, il se pose la question de savoir si cette décision règlera tous les problèmes épineux de la protection civile, c'est-à-dire tous les problèmes de protection contre d'autres catastrophes éventuelles, même en cas de guerre. Certainement pas! Nous sommes loin d'avoir fait ou changé tout ce qu'il fallait. Avant tout, des mesures doivent être prises non seulement à Skoplje, mais dans toutes les autres régions menacées, et selon la carte séismologique, plus de la moitié de notre pays se trouve dans cette catégorie.

En outre, il faut prendre et appliquer toutes les mesures possibles au moment opportun, afin de parer non seulement aux secousses sismiques, mais à toute autre catastrophe. Sur quoi, compte tenu des dangers qui menacent une région, ou plutôt des mesures qui relèvent de la défense civile, examinons une fois de plus l'exemple de Skoplje en essayant de définir ce qui a été entrepris dans ce cas et ce qui reste encore à faire.

Il n'existait aucun système de protection civile

Comme il a été reconnu, Skoplje est exposé non seulement aux séismes, mais aussi aux inondations. De plus, un autre danger la menace continuellement comme une épée de Damoclès: la destruction possible de l'installation hydro-électrique située sur la rivière Tresk à proximité de la ville. Une énorme masse d'eau pourrait se déverser sur Skoplje en très peu de temps, et si cela se produisait lorsque le Vardar et le Lepenac atteignent leur niveau maximum, on peut imaginer quel désastre s'ensuivrait. Si nous ajoutons à tous ces fléaux éventuels les risques d'incendie et de guerre auxquels n'importe quel village de notre pays est sujet, il est manifeste que la région de Skoplje constitue un endroit des plus vulnérables et il aurait donc été nécessaire de prendre des mesures ad hoc.

Il aurait fallu établir un système général de protection civile, en s'appuyant, en premier lieu, sur l'étude et l'analyse des conditions et des faits géographiques, géologiques, sismologiques et météorologiques; deu-

xièmement, sur l'étude et l'analyse des dangers d'incendie, des diverses sortes d'explosion et de destruction, de la pollution et de l'empoisonnement des eaux, de l'air et du sol, causés par des établissements industriels ou d'autres entreprises, ou encore par l'agression de l'ennemi; et enfin, sur l'analyse des sources d'énergie matérielle et atomique susceptibles d'être atteintes. Skoplje n'était pas dotée d'un pareil système et il faut maintenant trouver une formule plus complète et plus efficace de protection, afin d'éviter les moyens de fortune, les décisions improvisées et incomplètes que l'on a dû prendre faute d'un système général de protection. On élabore actuellement un programme dans ce sens. Il serait impardonnable, bien sûr, de construire le nouveau Skoplje sans résoudre les problèmes de la protection civile. Dans le cadre d'une solution aussi complète du problème (solution que Skoplje ne détenait pas, comme nous l'avons vu), les mesures à prendre incluent d'abord et avant tout, les moyens de prévention. Qu'a-t-il été fait à ce sujet à Skoplje?

Skoplje possédait-il les espaces verts et autres terrains découverts pour faire obstacle aux incendies? Était-il pourvu d'assez d'espace libre pour réinstaller immédiatement la population? Avait-il l'équipement mécanique dont on ne se sert que pour la protection civile en cas de désastre? La largeur des rues était-elle proportionnée à la hauteur des bâtiments pour en prévenir l'encombrement? Avait-on résolu le problème de l'architecture de toute la ville du point de vue de la protection civile? Autrement dit, vu le danger continu, a-t-on décidé préalablement s'il fallait surtout des édifices hauts, ou bas, ou s'est-on prononcé pour un compromis?

A-t-on résolu la question des réserves d'eau en prévision de grands incendies ou d'attaques ennemies à l'aide de divers réservoirs, de prises d'eau, de puits, de bassins, de fontaines, de stations de pompes et d'accès au Vardar et à d'autres sources d'eau? Et avait-on réparti proportionnellement les réserves prévues d'eau et celles déjà existantes dans tout le territoire de la localité en cause, en fonction des aménagements et des besoins d'eau des diverses parties de la cité? Avait-on disposé de la façon la plus utile le nombre de postes d'approvisionnement d'eau pour diverses sortes d'accidents (incendies — explosions — interruption dans l'approvisionnement d'eau, de gaz et d'autres services, etc...) et avait-on choisi leur emplacement d'une manière satisfaisante? Les abris ont-ils été envisagés comme faisant partie intégrante du plan directeur de la ville et avait-on songé à la possibilité d'aménager des installations souterraines? Avait-on

aussi réfléchi à d'autres problèmes et mesures essentiels de protection civile et leur avait-on réservé la place que méritaient ces aspects dans la planification urbaine de Skoplje? Non. Les mesures prises n'étaient pas toutes celles qu'il aurait fallu prendre. Formant l'essence de l'action préventive, elles auraient dû être complétées et incluses dans les plans directeurs de la ville. En voici quelques détails:

Bien que le nombre des édifices et de ceux qui sont inutilisables soient très élevé, le nombre des bâtiments complètement détruits est très faible en comparaison. Mais même ce nombre assez peu élevé des édifices totalement détruits, qui est si surprenant étant donné l'énormité du désastre, a révélé que certaines rues étaient très étroites par rapport à la hauteur des édifices. On peut donc s'imaginer l'ampleur de la destruction en cas de bombardement. La réinstallation temporaire des citadins dans les parcs a aussi démontré la nécessité de prévoir pour Skoplje plus de dégagements et d'espaces verts. Il est, en outre, évident qu'en construisant des édifices de différentes hauteurs on n'a pas tenu compte de l'élément de protection, ce qui ressort de l'architecture très diverse de la localité en cause. La tendance lors de l'établissement des plans de la ville était de construire des édifices élevés, ce qui est, d'ailleurs, un trait caractéristique de l'urbanisme un peu partout même lorsqu'il s'agit de très petites villes. Construire à tout prix des gratte-ciel était en vogue. Toutefois, ce qui a nécessité, à Skoplje, la construction d'un grand nombre d'édifices peu élevés (l'urbanisme mis à part) est la nature du terrain, le site sauvage ainsi que les diverses autres circonstances dans lesquelles cette ville s'est non seulement fondée mais a été construite depuis. C'est ainsi que la question s'est posée à nouveau et les périls qui guettent Skoplje rendent impérieuse la solution définitive du problème (qu'on opte pour les édifices élevés — ou peu élevés ou pour un compromis).

On remarquera qu'il n'a pas été tenu compte des réserves d'eau nécessaires à une région particulièrement peuplée dans des circonstances exceptionnelles; la preuve en est qu'après la catastrophe, Skoplje n'avait pas la moindre réserve d'eau potable. La façon dont on a résolu le problème (en en faisant venir d'ailleurs) est tout d'abord coûteuse et, n'a d'autre part, été possible qu'avec l'aide de tout le pays. Les nombreux camions-citernes dont dispose le pays, ainsi qu'une quantité considérable d'eau minérale en bouteilles, furent mis à la disposition de la ville de Skoplje. Par contre, en cas de guerre, on ne pourrait résoudre ainsi le problème de l'eau — non seulement de l'eau potable, mais encore de l'eau pour

tous les usages, de laquelle on aurait constamment besoin en grande quantité.

Quant au déplacement actuel des bouches d'eau et des réservoirs de divers services d'urgence, le fait que ces dispositifs de sécurité ne représentent de toute façon pas la meilleure solution, et que l'on n'ait pas suffisamment tenu compte de cet élément, n'est pas particulier à Skoplje; la même chose est plus ou moins vraie du pays tout entier. En général, toutes sortes de facteurs, entre autres économiques, ont influencé la disposition de ces installations, alors que l'on ne s'est soucié qu'à un degré moindre de la protection et de la sécurité des habitants et des biens matériels. Il en est de même des abris et des autres domaines de la protection civile. A Skoplje non plus, on n'a trouvé aucune solution satisfaisante à ces questions, qui sont, cependant, d'une façon générale, des éléments fondamentaux de l'aménagement urbain d'une région habitée. Il en était ainsi dans le vieux Skoplje; mais, dans la nouvelle ville, l'urbaniste se doit de résoudre ces problèmes et de les faire passer au premier plan de ses considérations. Les conditions actuelles sont d'ailleurs très favorables à un progrès dans ce domaine. On peut maintenant, par exemple, construire en sous-sol les garages, magasins, salles de cinéma, bars, et autres, réglant ainsi, du moins en partie, la question des abris et des diverses mesures de protection du même ordre. Avant d'accepter tout nouveau plan d'aménagement de Skoplje, il faut procéder à un examen préalable des propositions de divers groupes chargés d'étudier les différents aspects de la défense: construction d'abris, prévention des incendies, protection au RBH, et ainsi de suite.

Quelle a été l'efficacité des services existants?

Tout le monde sait que les mesures préventives ne suffisent pas à résoudre tous les problèmes que pose la défense d'un centre de population — ce qui n'empêche pas que l'on doive toujours les faire passer au premier plan, puisqu'elles permettent de minimiser les risques de mort ou de dégâts matériels. Mais, si vastes et si perfectionnées que puissent être ces mesures, elles sont toujours, étant donné la nature des nouveaux dangers de notre époque, loin de représenter un système de protection complet et idéal. Il n'existe pas de système idéal; il est hors de question, reconnaissons-le, d'envisager comme possible un degré absolu de défense partout dans le monde. L'idée que l'on se fait aujourd'hui de la protection civile exige plutôt que l'on assure un service bien organisé et bien équipé de premiers secours et de sauvetage. Ce service complétera les mesures de prévention, et l'on doit

l'organiser en même temps qu'elles. Le besoin que l'on a de ces services est aujourd'hui si évident que l'on ne pourrait concevoir une concentration de population, ou même simplement un endroit dans lequel des gens vivent et travaillent, qui n'en fût pas équipé. C'est pourquoi Skoplje, tout comme les autres grandes villes et agglomérations importantes de notre pays, disposait de tels services. Mais, on peut se demander si le problème avait été résolu de la sorte, ou si plutôt les services existant à Skoplje étaient bien organisés, et dirigés et dotés du personnel et des appareils techniques qui auraient permis à la ville de répondre, le moment voulu, à ce que l'on attendait d'elle. Examinons donc ce que l'expérience de Skoplje nous a enseigné, et sur quels faits et quelles circonstances nous devons porter notre attention.

Le mauvais état des services de communications ne doit plus jamais se reproduire

En ce qui concerne les communications, la situation dans laquelle s'est trouvée Skoplje après le désastre était aussi pénible que défavorable. Toutes les communications étaient interrompues et la ville, ainsi surprise, fut entièrement incapable de trouver par ses propres moyens une solution aux problèmes du moment. Les premiers contacts furent établis par des unités de l'armée, et encore avec un retard inadmissible dans de telles circonstances. Les autres communications ne furent rétablies d'une façon satisfaisante que plusieurs jours après la catastrophe, alors que les communications entre le quartier général des opérations et les équipes de sauvetage se faisaient par messagers. Un pareil état des communications eut dès le début un effet paralysant qui causait surtout des retards dans l'organisation et la mise sur pied des services de sauvetage et gênait beaucoup l'administration des premiers soins ainsi que les opérations de sauvetage. De toute évidence, pour que le pays puisse apporter sans délai toute l'aide voulue, les premières nouvelles du désastre ne doivent pas être transmises avec de tels retards, et les derniers renseignements sur la nature et l'ampleur de la catastrophe devraient respecter les faits. Comme, dans la plupart des cas, il n'est question ni d'heures, ni de jours, mais de minutes, voire de secondes, pour sauver une vie en danger, il va de soi que l'action de sauvetage elle-même n'est vraiment efficace que s'il existe des moyens de radiodiffusion sûrs et modernes qui garantissent le contact entre les unités de sauvetage et le quartier général. Il faudrait également se rendre à l'évidence, en admettant qu'abstraction faite des efforts et de l'aide dont le pays a su faire preuve, les communications étaient à Skoplje dans un état peu

satisfaisant. Ou disons plutôt que, dans une situation où il était nécessaire d'agir avec extrême rapidité, le facteur temps n'a pas été suffisamment pris en considération. Ces faits absolument inadmissibles deviennent encore plus clairs quand on compare les événements de Skoplje à d'autres cas où l'on a mieux compris l'importance décisive du facteur temps, dans des situations où il était possible, de prévenir le danger par une alerte donnée à temps ou d'agir instantanément après une agression ennemie. Pour cette raison, les communications et les systèmes d'alerte doivent être considérés comme des facteurs fondamentaux et essentiels dans les services de protection civile. C'est le premier service qu'il faut organiser et équiper de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être mis en doute sous aucun prétexte et à aucun moment, et que la mise en marche de services tels que les communications et l'alerte ne présente aucune difficulté. Une installation moderne de télé-communications et un équipement qu'on se procure facilement en assez grande quantité permettront d'atteindre cette norme.

En outre, la première mesure à prendre à la suite des leçons pratiques tirées en matière d'organisation et de formation des services de sauvetage, c'est la création d'un système spécial de communications et d'alerte auquel on ne recourra que dans des cas extraordinaires.

Les expériences faites à Skoplje ont surtout démontré combien il est important d'avoir des services de renseignements permanents et bien organisés. Après Makarska, Skoplje est le premier exemple qui démontre nettement que tant qu'il n'y aura pas de centrales permanentes de renseignements pourvues de tout le matériel et personnel expressément formés dans ce domaine, l'opération de sauvetage ne pourra se dérouler de façon bien organisée, bien conçue ou rationnelle et il sera impossible de donner des renseignements précis aux intéressés et au public sur le nombre de morts, de blessés ou de personnes évacuées ou sauvées. Dans des conditions normales, de tels centres ne sont pas nécessaires, mais il faut néanmoins les prévoir pour l'avenir en vue d'autres événements de même nature et, en particulier, dans l'éventualité d'une guerre.

Désinfection de la zone touchée

Au même titre qu'un service de renseignements, l'un des services les plus importants qui doit fonctionner en cas de guerre ou de catastrophe majeure est celui qui est tenu de s'occuper de la désinfection des lieux du désastre. Après les catastrophes de grande envergure dont on a eu à subir les conséquences ces dernières années et qui nous ont bien montré l'importance d'un service de ce gen-

re, on a néanmoins négligé, ou presque, de faire quoi que ce soit à ce sujet. Et pourtant il s'est révélé qu'il ne se posait à ce propos aucun problème particulier; il aurait simplement fallu mobiliser, au bon moment, un nombre suffisant de personnes pour creuser des fosses communes et enterrer les morts. Tout aurait alors été parfait. Mais l'exemple de Skoplje a également révélé que tout n'était pas si simple et si facile.

On s'est rendu compte avant tout qu'il était très difficile de réunir le personnel nécessaire à l'accomplissement de cette tâche et on a même signalé des cas de peste due à la putréfaction des cadavres. De plus, on a remarqué que, pour ce travail, il fallait aussi disposer d'un équipement et d'une formation spécialement conçus pour se prémunir contre les infections et protéger la santé de ceux qui sont chargés d'exécuter le travail. D'autre part il se posait le problème de l'identification des victimes. Même si la catastrophe n'avait pas dispersé et paralysé les services d'enquêtes de la ville de Skoplje, ces services auraient été incapables d'effectuer, en si peu de temps, les travaux indispensables d'identification en masse. De toute façon, c'est grâce à la collaboration des services d'enquête criminelle de Belgrade que le travail a eu d'assez bons résultats mais il est resté néanmoins 100 cas non identifiés. Cela prouve qu'en ce qui concerne cette question aussi, il importe de prévoir et de déterminer à l'avance les mesures nécessaires pour effectuer à ce moment-là les travaux de désinfection du terrain d'une façon complète et expéditive selon les ressources locales. Rappelons-nous, par exemple, qu'en temps de guerre, le reste du pays ne peut être d'aucun secours.

Services spéciaux d'alimentation et de secours

Comme pour les services précédemment mentionnés (services d'information et de désinfection), on constatait l'existence de concepts vagues et d'opinions contradictoires ou plutôt un manque de connaissances concernant les soi-disant services spéciaux d'alimentation et de secours à la région menacée. Ces services ont pour tâche, comme on le sait, pendant la phase initiale d'événements extraordinaires (qui ne dure que quelques heures ou tout au plus quelques jours) d'assurer l'approvisionnement en vivres, et autres choses, de la région éprouvée, ainsi que de maintenir l'ordre par des équipes de secours. A cette fin, des services doivent s'occuper en très peu de temps (normalement quelques jours) des réserves de carburant et combustibles, des nécessités de l'existence et d'autres besoins pour assurer l'activité continue des équipes

de la protection civile et, protéger les réserves d'aliments et d'eau potable contre la contamination à l'aide d'agents RBH et d'autres moyens tels que (tentes, couvertures, etc...) pour les besoins temporaires de la région à population dense. De plus, ils doivent organiser et équiper le nombre requis d'unités spécialisées susceptibles de servir des repas chauds et d'héberger la population exposée au danger. Ces services ne cesseront de fonctionner que lorsque l'ordre aura été partiellement rétabli et que l'administration de la ville, les affaires et les différentes organisations auront repris en main la responsabilité de leur sphère d'activité. Aussi, même si leurs tâches étaient bien définies, ces services se sont trouvés dans une situation ambiguë. Selon l'opinion prédominante ils n'avaient aucune raison d'être, du fait qu'il existait déjà différents organismes et organisations auxquels cette tâche est dévolue. Le désastre de Skoplje a bien prouvé qu'il n'en était pas ainsi; lorsqu'il s'agissait de la pureté de l'eau potable (et dans d'autres cas, celle des aliments), quand il fallait préparer des repas pour la population et les équipes de secours dans ces cuisines de campagne; quand il s'agissait de loger toute une ville sous des tentes et autres installations de fortune, on a dû constater que les pourvoyeurs et autres entreprises commerciales ainsi que les services communaux et autres organisations n'ont pu s'acquitter de leurs tâches. Grâce à l'aide extérieure, surtout celle de l'armée qui a promptement prêté assistance avec son organisation et son équipement, on a pu résoudre ces difficultés d'une manière satisfaisante. Mais, comme on vient de le mentionner, il est impossible de compter sur l'aide venant de l'extérieur. En temps de guerre, la possibilité d'obtenir un secours quelconque est minime, et peut-être nulle du fait que chacun sera préoccupé par ses propres tâches et problèmes de guerre.

Ordre et sécurité

Le désastre de Skoplje a démontré, entre autres choses que, dans les circonstances, ou dans des cas similaires, toutes les organisations existantes, administratives ou non, y compris les organismes les mieux constitués de l'administration locale, peuvent être bouleversées et incapables d'agir normalement. En outre, il a prouvé qu'il fallait renforcer de plusieurs façons les services réguliers chargés de préserver l'ordre et la sécurité en temps normal. Les biens personnels, laissés sans surveillance et d'accès facile partout, attiraient des individus louches et des criminels connus de Skoplje aussi bien que d'autres villes. On a défendu les approches des édifices menacés d'effondrement et des ruines où travaillaient des équipes de

secours; l'accès des banques et des autres immeubles était interdit, et on a établi le couvre-feu. Toutes ces mesures et d'autres, prises pour sauvegarder l'ordre et la sécurité, ont prouvé que les unités de Milice Populaire existantes étaient loin d'être assez nombreuses pour remplir ces multiples tâches. Il est donc nécessaire de prévoir, d'entraîner et d'équiper des unités spéciales que l'on peut mobiliser en cas de besoin. Skoplje n'en possédait pas. L'ordre et la sécurité n'en ont pas moins été maintenus; cela est dû principalement à l'aide apportée par l'armée aussi bien que par des détachements supplémentaires de la Milice Populaire venus d'autres villes et sur lesquels on ne pourra pas toujours compter dans l'avenir.

La tâche principale: secourir les victimes

On a dit déjà comment des unités techniques de la protection civile s'étaient mises à l'œuvre, immédiatement après le désastre, pour débayer le terrain et porter secours aux personnes ensevelies; on confia le matériel mécanique aux membres des organisations municipales ainsi qu'à plusieurs autres personnes. Grâce au dévouement de tous ces gens et grâce aussi à leur intervention assez rapide, le nombre des victimes n'a pas atteint les proportions auxquelles on aurait pu normalement s'attendre lors d'une catastrophe de cette envergure. Mais ce nombre aurait pu être plus faible si les services de secours de Skoplje avaient été mieux équipés et entraînés.

Lors des inondations les unités de protection civile ne possédaient pas un seul bateau pneumatique; de même, lors du tremblement de terre, ces unités «techniques» se portèrent au secours de la population sans équipement ou munis seulement de pics et de pelles. Elles n'étaient techniques que de nom. Lorsqu'il fallut briser ou remuer des plaques de béton, scier des boulons et creuser des passages, elles en ont été incapables ou ont exécuté le travail trop lentement. Il en va de même pour les unités de l'armée qui, elles non plus, n'avaient pas l'équipement approprié.

En plus du manque de matériel technique, ni les unités de la protection civile, ni celles de l'armée n'avaient l'entraînement spécialisé nécessaire. Il suffit de jeter un bref coup d'œil sur leur travail pour se rendre compte qu'elles n'étaient préparées à cette tâche ni à d'autres similaires. Il en était de même pour les véhicules municipaux, vu l'absence d'équipement technique nécessaire pour effectuer les réparations. Les gens qui en étaient chargés ne savaient pas comment s'en servir pour obtenir le résultat voulu. Les travaux de

sauvetage, d'abord lents et peu efficaces, ont semblé s'améliorer, mais seulement après l'arrivée sur les lieux d'équipes de mineurs et autres, qui, elles, possédaient l'équipement nécessaire.

L'exemple de Skoplje a démontré plus que jamais la nécessité de se pourvoir d'unités de protection civile, formées, équipées et spécialisées dans les domaines techniques et autres. Il y aurait parmi ces unités, des brigades de protection civile postées en dehors du territoire en danger et qui viendraient à la rescousse seulement lorsque les brigades de l'intérieur (les sections et les unités locales de protection) auraient été décimées ou exterminées.

Voilà un aperçu sommaire des besoins de Skoplje et de la situation dans laquelle elle se trouve à la suite du désastre, et nous croyons qu'il expose suffisamment l'ampleur du problème de la protection civile, de même que le besoin immédiat de précautions, afin de prévenir, ou de réduire au minimum, les pertes de vie et les pertes matérielles, au cas où pareille situation se reproduirait. Il démontre surtout la nécessité d'un service de protection civile bien organisé et bien équipé. On se rendra compte de la mesure dans laquelle ces besoins se font sentir en lisant les commentaires de notre éminent écrivain Dobrica Cosié. Ce dernier, même s'il n'est pas expert en matière de protection civile, sympathise avec la ville éprouvée, comme, d'ailleurs tous les citoyens de notre pays, et se rend compte qu'il faut faire quelque chose pour ne plus être pris au dépourvu en cas de désastre ou de catastrophe de ce genre. Estimant que l'aide apportée par les unités de l'armée a été la plus efficace et la mieux organisée, le camarade Cosié en parle en ces termes: «Las de l'apathie traditionnelle du pays envers les armées, il nous semble que nous ne comprenons pas les conséquences de longue portée de l'évolution qui se dessine dans notre société et qui nous remplit d'incertitude. Le temps approche où les pays ne demanderont plus à l'armée de combattre ou de défendre leur liberté, mais de les protéger contre les sinistres, contre la furie des éléments, contre les inondations, les incendies, les tempêtes et les secousses sismiques. Ils lui demanderont de secourir la population en cas de désastre ou de calamité. A ce point de vue, l'humanité aurait tort de se défaire de ses armées. Ils doivent, toutefois, en modifier radicalement la structure, les moyens d'armement et les méthodes d'entraînement.» En effet, des unités ainsi conçues, distinctes des forces traditionnelles, existent dans plusieurs pays du monde où elles s'appellent les unités de protection civile, et d'autres seront constituées quand les armées munies d'engins de guerre auront cessé d'être.